

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article709>



# Bruxelles, la BCE, le FMI et l'OCDE aux peuples d'Europe « Toujours moins ! »

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - La constituante face à l'Union européenne -



Date de mise en ligne : mercredi 5 juin 2013

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

Pendant que dans le plus grand secret se « négocierait » un nouvel « accord transatlantique » répondant aux exigences commerciales américaines vis-à-vis états européens, l'OCDE consacre l'essentiel de son rapport annuel sur la France à dire tout le mal qu'elle pense de notre « mille-feuille » national.

Pas un mot contre la baisse du pouvoir d'achat de la grande majorité des familles, la hausse du chômage, la crise du logement et la privatisation coûteuse de la protection sociale.

Non, il y aurait encore trop d'élus et de collectivités locales. Ça coûte trop cher pour une OCDE grassement financée par nos impôts, comme les dizaines de milliers de « fonctionnaires » internationaux pour lesquels il y a toujours trop de services publics et de protection sociale.

Pour réduire les dépenses publiques ( et sociales ) françaises, les plus élevées au monde selon elle (56% du PIB) après le Danemark, l'OCDE propose une mesure choc : la suppression des 101 départements français. « Simplifier la structure des administrations infra-nationales notamment en fusionnant les plus petites des 36.700 communes et en supprimant les départements engendrerait des économies d'échelle substantielles »,

Même l'intercommunalité forcée ou volontaire n'a pas permis de « rationaliser les dépenses entre communes tout en ajoutant « un niveau supplémentaire à une organisation territoriale déjà complexe », explique le rapport. Preuve qu'à vouloir imiter les entreprises et leurs hiérarchies on n'obtient pas les économies espérées. C'est aussi ce qu'ont montré les simulations réalisées par les partisans du NON alsacien : pas d'économie à attendre d'un éloignement accru entre élus et « administrés ». Amaigrir le bas éloigne et fait grossir le haut ! Pourtant, d'ici 2015, l'État a prévu de diminuer de 4,5 milliards d'euros les dotations aux collectivités locales : « un coup de massue sans précédent », selon l'Association des Maires de France.

Tel n'est pas l'avis du Palais de la Muette, où l'OCDE salue le fait que « la pression actuelle est de nature à encourager la mutualisation des services et de dégager ainsi des économies », tout en souhaitant la fusion des plus petites communes et la suppression des départements... sans toutefois chiffrer les gains potentiels et leurs bénéficiaires. Patience, espère-t-on à l'Élysée où le projet de loi sur la décentralisation est une « réforme structurelle qui vise à éviter les doublons, les superpositions », a assuré François Hollande lors du Conseil européen du 14 mars, tout à l'effort déjà entrepris pour renforcer les pouvoirs des intercommunalités et des Conseils régionaux.

Il n'est pas dit que tant d'espoir soit récompensé. Le NON alsacien, l'exigence signifiée au Président de la République française par le président du Sénat, es qualité, de sursoir sine die à l'examen et aux votes de la phase 3 de la décentralisation et la fronde de toutes les associations d'élus peuvent faire espérer un recul important du président français et l'abandon de ses promesses aux hiérarques de la sinistre « Troïka ».

C'est maintenant les hiérarques pourtant soigneusement sélectionnés du Parti Socialiste qui se divisent.

C'est que Hollande et son gouvernement envoient tous les élus à l'abattoir électoral, faute de remplir leurs mandats. C'est que ces mêmes élus ne voient plus pourquoi rogner leurs budgets quand l'État ne paie plus ses dettes, à commencer par les 29 milliards dus aux départements, quand il dilue leurs pouvoirs par l'ajout d'autres couches au mille-feuille : intercommunalités, métropoles, etc, quand il met leurs budgets familiaux sur la place publique et stigmatise le cumul des mandats.

Hollande semble avoir été tenté de contourner la fronde des élus en soumettant directement ses propositions a

referendum. Le NON alsacien semble avoir mis un terme à une telle « bravitude ». Il n'empêche qu'il reste soumis à la pression des sommets européens, atlantiques et mondiaux.

Pour ces derniers un parlement-croupion et un gouvernement d'experts non-élus feraient l'affaire.

Les électeurs ne demandent pas aux élus qu'ils se soumettent mais qu'ils soient porteurs de solutions à leurs problèmes concrets. Ils ne demandent pas qu'ils se démettent, mais qu'ils soient les instruments de la remise en cause d'un système pour lequel il n'y a plus ni mandat, ni élu du peuple.

Rien n'est supérieur au peuple, seul créateur des richesses et de la Société. Si la Constitution et l'État ne permettent plus au élus du peuple de remplir leur mandat, il leur revient de se rassembler, de réunir leurs assemblées élues et d'appeler à une nouvelle Constitution pour remplir les mandats exprimés par le peuple.